



La guerre des titans pour l'hégémonie mondiale (1re partie de deux)

Par [Jacques B. Gélinas](#)

Mondialisation.ca, 31 octobre 2019

lautjournal.info 23 octobre 2019

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Économie](#), [Histoire et Géopolitique](#)

Donald Trump est le symptôme d'un malaise qui ébranle les fondements mêmes de l'Empire états-unien. Un empire mondial qui, depuis trois quarts de siècle, a fondé son hégémonie sur le système du libre commerce et du libre investissement à l'échelle planétaire.

Affolés par la montée en puissance de la Chine, qui s'est faufilée dans ce même système pour l'exploiter à son avantage, Trump et son entourage hésitent entre deux stratégies : ou laisser faire la main invisible du marché, ou faire intervenir la main visible de l'État dans l'économie de marché.

Foreign Affairs, la revue phare de la politique étrangère états-unienne, consacre, dans sa dernière livraison - septembre-octobre 2019 - un important dossier à cette question. La page couverture annonce un stupéfiant tournant : *How a Global Trading System Dies*. (« Comment un système commercial global meurt ») Un des articles s'intitule : « Trump à l'assaut du système commercial global ». Ses auteurs soulignent comment Trump, malgré ses frasques, ses improvisations et ses volte-face, n'a jamais dévié d'une certaine idée de l'économie états-unienne : « *Après avoir fustigé le libre-échange durant la campagne électorale [de 2016], il a fait du nationalisme économique la pièce maîtresse de son agenda une fois au pouvoir* ».

Naissance d'un nouveau pouvoir impérial fondé sur le libre commerce

L'idée de fonder l'ordre économique et géopolitique mondial sur le libre commerce a germé à Washington au tout début de la Seconde Guerre mondiale (1939-1945). Les élites états-uniennes, rassemblées autour du *Council on Foreign Relations*, comprennent que les puissances coloniales européennes vont sortir fatalement affaiblies de ce conflit fratricide. La conjoncture s'avère propice à la fondation d'un nouvel ordre économique et géopolitique mondial, conçu et mis en oeuvre par le seul pays capable d'en assumer le leadership : les États-Unis d'Amérique.

Le but est d'assurer la prospérité et la sécurité des États-Unis dans le monde de l'après-guerre. Comment ? Par le libre accès aux marchés, aux zones d'investissement et aux matières premières à l'échelle de la planète.

Il faudra donc éliminer le système de préférences commerciales dont bénéficient les puissances impériales européennes, depuis deux siècles. Cela signifie la fin des empires coloniaux. Au premier chef, la fin du vaste et glorieux *British Empire*.

C'est le président Roosevelt qui se chargera d'annoncer au premier ministre Churchill la fin de l'Empire britannique. En août 1941, au plus creux de la guerre, les deux grands et principaux leaders du monde libre se donnent rendez-vous sur les eaux de l'Atlantique, au large de Terre-Neuve. Ils viennent se concerter sur la réorganisation des affaires du monde dans l'après-guerre.

Après deux jours d'échanges sur divers thèmes, Roosevelt en arrive au point crucial : arracher à son vieil ami un déchirant renoncement. Il va droit au but : « *Évidemment, une fois la guerre terminée, une des conditions d'une paix durable devra être la liberté de commerce la plus ample possible. Pas de barrières artificielles. Le moins possible d'accords préférentiels. Ouvrir les voies à l'expansion des marchés. Des marchés ouverts à une saine concurrence* ». Churchill comprend que Roosevelt lui annonce la fin de l'Empire britannique. Le vieux lion se rebiffe. Mais comme il a besoin des États-Unis pour gagner la guerre, il s'incline^[1].

Les bases d'un nouvel ordre mondial seront consignées dans la Charte de l'Atlantique rendue publique le 13 août 1941. L'article 4 traduit à la lettre la position de Roosevelt qui relaie les propositions du *Council on Foreign Relations*.

De Roosevelt à Obama, mise en œuvre de la doctrine libre-échangiste

Tous les présidents qui succéderont à Roosevelt, de Truman à Obama, assureront la continuité, en resserrant toujours davantage les règles disciplinaires du libre-échange :

- Harry Truman officialise la doctrine libre-échangiste en présidant, en 1947, à la négociation et signature du *General Agreement on Tariffs and Trade* : le GATT, entré en vigueur le 1^{er} janvier 1949. C'est aussi Truman qui, dans son discours inaugural du 20 janvier 1949, annoncera au monde la fin du système colonial et son remplacement par le libre commerce entre les pays industrialisés et les colonies et ex-colonies, qui prendront le nom de « pays sous-développé ».
- John F. Kennedy élargira la portée du libre-échange en faisant voter par le Congrès le *Trade Expansion Act*, en 1962.
- Ronald Reagan annonce, en 1985, le lancement des négociations en vue d'un accord de libre-échange Canada-États-Unis; un accord de deuxième génération qui étend la notion de libre-échange aux services, aux investissements, à la protection des brevets des multinationales et aux produits agroalimentaires.
- Jimmy Carter approuve, en 1979, l'ajustement des pays du Tiers-Monde au marché mondial en leur imposant, par le biais du département du Trésor, de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, les Programmes d'ajustement structurel.
- George Bush père négocie et signe en 1992 l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1994.
- Bill Clinton débride le capital, en 1996, en abrogeant la loi de 1933 sur les banques : le *Glass-Steagall Banking Act*. C'est aussi sous sa présidence que sera créée, en 1995, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) gardienne de l'ordre libre-échangiste mondial, qui embrigade aujourd'hui 164 États.
- Barak Obama lance, en 2009 et 2010, les négociations en vue de la conclusion de deux mégatraités de libre-échange: l'Accord de partenariat transpacifique et l'Accord économique et commercial global Canada-Union européenne; ces accords dits de troisième génération interviennent en amont dans l'élaboration

des législations nationales.

Pourquoi Trump pousse l'Empire vers le point de bascule

Ainsi, les 12 présidents qui se sont succédé après Roosevelt ont tous assuré la continuité, en appliquant et renforçant les règles du libre commerce comme fondement de l'hégémonie états-unienne.

On pensait qu'aucun président ne pourrait s'écarter des politiques et des structures qui ont garanti et favorisé, au cours des 75 dernières années, cette domination impériale. Le 45^e président des États-Unis s'est avisé de contester le système et de pousser l'Empire vers le point de bascule.

Ce n'est pas un hasard si le très compliqué système électoral états-unien a ouvert les portes de la Maison Blanche à ce milliardaire, à un moment charnière de l'histoire des États-Unis. Donald Trump n'a pas atterri à Washington en provenance d'une autre planète. Il est né et s'est formé dans les entrailles de cette nation qu'il veut protéger contre un système qui ne fonctionne plus à son avantage.

C'est un peu court d'affirmer que Trump n'a aucune vision. Pour être élu, il a vu et pointé le problème qui affecte une grande partie de la classe ouvrière de ce pays. Il a vu que le fond du problème, c'est le libre-échange qui commande la dérèglementation et facilite la libre circulation des capitaux. Ce qui entraîne la délocalisation des entreprises manufacturières vers des pays à main d'œuvre abondante et bon marché.

D'ailleurs, Trump n'est pas seul. L'article du *Foreign Affairs* cité plus haut explique que même si les démocrates reprennent le pouvoir, ils ne déferont pas totalement ce que Trump aura fait : « *Il n'y aura pas de retour en arrière* ».

Le basculement s'est amorcé lorsque la Chine a fait son entrée à l'OMC, en 2001, devenant ainsi membre à part entière du *global trading system*. Ce qui permet à l'Empire du Milieu de défier l'Empire états-unien sur son propre terrain.

Dans la deuxième partie de cette chronique, nous analyserons les objectifs et stratégies de la Chine dans cette guerre des titans pour l'hégémonie mondiale.

Jacques B. Gélinas

jacquesbgelinas.com

[1] Cette scène d'anthologie est rapportée en détail par Elliott Roosevelt, dans *As I Saw It*, New York, Duell, Sloan and Pearce, 1946, p. 35-42. Le fils du président assistait à ces échanges.

Articles Par : [Jacques B. Gélinas](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca